

# BULLETIN

Prix d'abonnement.  
Pour la Suisse :

Un an . . . . . 8 fr.  
Six mois . . . . . 4 fr.

Les abonnements pris  
auprès des bureaux de  
poste paient une surtaxe de  
20 centimes.

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Prix d'abonnement.  
Pour l'étranger :

Un an . . . . . fr. 10<sup>»</sup>60  
Six mois . . . . . fr. 5<sup>»</sup>30

Pour l'Allemagne :

On s'abonne par l'inter-  
médiaire des bureaux de  
poste, au prix de fr. 8<sup>»</sup>20  
pour un an ; fr. 4<sup>»</sup>20 pour  
six mois.

Administration du *Bulletin de la Fédération jurassienne* : à Sonvillier (canton de Berne, Suisse.)

On nous écrit de St-Imier :

La conférence de M. Favre-Perret a été répétée le 23 novembre, à 3 heures après midi, dans la salle du Buffet de la gare, à St-Imier. Comme pour le canton de Neuchâtel, cette conférence est un événement pour le vallon de St-Imier. Non pas que les faits signalés par M. Favre soient exposés publiquement pour la première fois ; — les socialistes, dans leurs réunions et conférences publiques, signalent déjà depuis deux ans les tendances qu'a démontrées M. Favre. Mais il fallait que la vérité fût affirmée par un homme occupant une position élevée, pour que nos populations comprissent tout le danger qui les menace. Je ne résumerai pas la conférence donnée par M. Favre, le *Bulletin* l'ayant fait déjà dans l'article *l'Avenir des ouvriers horlogers*.

Une conversation familière a été engagée après la conférence, et les renseignements donnés, les opinions émises dans le cours de cette conversation, ont révélé des projets que je crois utile de signaler aux lecteurs du *Bulletin*.

Les conférences de M. Favre-Perret peuvent être considérées comme un cri d'alarme, mais elles sont en outre le point de départ d'une agitation devant aboutir à la constitution immédiate de compagnies financières et industrielles, qui vont entreprendre la fabrication de la montre dans les conditions où elle se fabrique en Amérique. La guerre franco-allemande a été le point de départ de la prussification de l'armée suisse; l'exposition de Philadelphie sera le point de départ de l'américanisation de notre industrie horlogère. Soyez certains que les choses marcheront rapidement. La société intercantonale des industries du Jura est nantie de la question, et il n'est pas douteux que dans peu de temps nous verrons surgir une première compagnie qui réalisera l'entreprise. Il y aura peut-être des écarts, mais le mouvement est lancé.

Quelle sera l'attitude des ouvriers en présence des profondes transformations qui vont s'effectuer dans notre fabrication horlogère ?

Sans doute il faudra subir l'installation des fabriques, l'introduction des machines; mais les ouvriers ne feraient-ils pas bien d'aviser en masse, au moyen d'une

puissante organisation, à ce que leurs intérêts ne soient pas brutalement sacrifiés aux nécessités d'une immédiate transformation de toutes les conditions existantes dans la fabrication de l'horlogerie ?

Il me paraît que, malgré les déclarations patriotiques et les protestations de dévouement aux intérêts du peuple, l'esprit qui a caractérisé la discussion sur les rapports entre patrons et ouvriers dans l'industrie américaine, est l'identification complète de l'ouvrier et de la machine. On eût pu croire qu'il s'agissait de l'organisation d'une armée industrielle absolument sur les bases de la discipline militaire. On doit, il est vrai, reconnaître la justice des appréciations sévères qui ont été faites à propos de la moralité d'une partie de la population ouvrière. Mais ceux qui ne veulent signaler de fâcheuses habitudes que chez les ouvriers, nous semblent oublier trop complaisamment que ces habitudes sont le fait d'une partie des fabricants et des chefs d'ateliers, tout aussi bien que d'une partie de la population ouvrière. Quant à l'indépendance individuelle des ouvriers, l'industrie moderne en fait, d'une manière générale, trop bon marché, pour que nous puissions être surpris de la sévère discipline qu'on parle d'introduire dans les établissements industriels. C'est là une des conséquences fatales de la production moderne.

Somme toute, cette conversation familière a pleinement confirmé les conclusions contenues dans l'article *l'Avenir des ouvriers horlogers*; elle a en outre révélé le projet de constituer immédiatement une compagnie qui installera des manufactures horlogères, ou transformera certaines fabriques d'ébauches d'après les conditions de la fabrication américaine.

Il ne s'agit donc plus, lorsqu'on parle de l'entrée des ouvriers horlogers dans les manufactures, d'un lointain avenir mais d'une situation immédiate.

En présence de la condition morale où se trouve actuellement la masse de nos populations, il ne nous est pas permis d'espérer que ces révélations produiront un réveil et un courant de protestations et de résistance. La question sociale n'en sera pas moins, dans un certain temps, posée en fait chez nous, comme elle l'est dans tous les centres d'industrie manu-

facturière. Les équivoques de juste-milieu auront alors disparu, et si notre bourgeoisie se décide enfin à entrer dans les vues de la grande production moderne, notre prolétariat subira inévitablement la contagion de la révolution sociale générale. C'est le seul remède sérieux que nous puissions indiquer à la situation actuelle.

Nous recevons la lettre suivante :

Compagnons,

Par suite de quelques inexactitudes et de quelques omissions dans le compte-rendu officiel du Congrès de Berne, certains journaux ont tiré du rapport présenté par nous sur la situation et sur les principes de l'Internationale en Italie, des conclusions qui ne sont pas tout-à-fait conformes à la vérité. Nous vous prions en conséquence de bien vouloir insérer dans votre journal la déclaration suivante :

1<sup>o</sup> Nous n'avons jamais rien dit qui pût faire supposer qu'en Italie l'Internationale fût divisée en deux branches suivant deux courants d'idées différents. Toute la grande majorité des socialistes italiens est groupée autour du programme anarchique, collectiviste et révolutionnaire de la Fédération italienne, et le petit nombre de ceux qui jusqu'à présent, par suite d'intrigues et de mensonges, étaient restés en dehors, commencent à entrer tous dans notre organisation. Nous ne voulons pas parler par là d'un petit groupe, qui, s'inspirant de vues personnelles et de buts réactionnaires, cherche à faire une propagande qu'il appelle « graduelle et pacifique » : ceux-là sont déjà jugés dans l'opinion des socialistes italiens, et ne représentent rien qu'eux-mêmes.

2<sup>o</sup> La Fédération italienne croit que le fait insurrectionnel, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace et le seul qui, sans tromper et corrompre les masses, puisse pénétrer jusque dans les couches sociales les plus profondes et attirer les forces vives de l'humanité dans la lutte que soutient l'Internationale.

3<sup>o</sup> La Fédération italienne considère la propriété collective des produits du travail comme le complément nécessaire du programme collectiviste, le concours de tous pour la satisfaction des besoins de chacun étant l'unique règle de production et de consommation qui réponde au principe de solidarité.

Le congrès fédéral de Florence a démontré éloquemment l'opinion de l'Internationale italienne sur ce point, ainsi que sur celui qui précède.

Salut et solidarité.

Les délégués fédéraux italiens  
au Congrès de Berne :  
Errico MALATESTA.  
Carlo CAFIERO.

Le *Vorwärts* de Leipzig a publié à propos du Congrès de Berne des correspondances qui renferment plusieurs inexactitudes. Sans vouloir entrer dans tous les détails, nous nous bornerons à deux observations.

Le correspondant, voulant résumer le rapport officiel de la Fédération jurassienne, s'exprime ainsi :

« Ce rapport débute par l'énumération des progrès faits en Suisse par l'Internationale dans ces derniers temps. De nouvelles sections ont été fondées à Vevey, à Porrentruy, à Moutier, à Zurich, à Bâle, à Lausanne et à Bellinzone. Si nous sommes bien informés, plusieurs de ces sections, par exemple celle de Lausanne, appartiennent à l'ancienne Internationale de Genève. »

Il y a là une erreur, qui tient peut-être à une confusion de faits et de noms. Voici notre réponse :

Toutes les sections énumérées ci-dessus, y compris celle de Lausanne, appartiennent à la Fédération jurassienne, et n'ont jamais appartenu à aucune autre organisation.

Ce que le correspondant appelle l'ancienne Internationale de Genève, c'est probablement le groupe de sections genevoises qui s'appelaient Fédération romande, qui avait pour organe l'*Egalité* et pour lieu de réunion le Temple-Unique. Il y a longtemps que cette ancienne Internationale a cessé d'exister. La plupart de ceux qui furent ses membres forment maintenant l'*Association politique nationale ouvrière* de Genève.

Par contre, si l'ancienne Internationale de Genève n'existe plus, il y a actuellement à Genève (sans compter la section internationale de typographes qui vient de s'y fonder) trois groupes socialistes militants, qui s'étaient faits représenter tous les trois au Congrès de Berne. Ce sont :

La section de propagande de Genève, fondée en 1871 en opposition à l'Internationale du Temple-Unique, et repoussée alors par le Conseil général de Londres (délégué, Joukowsky) ;

Le Cercle d'études sociales, fondé en 1876 (délégué, Dumartheray) ;

Et le Club indépendant de socialistes, fondé en 1876 (délégué, Gutschmann).

Ces trois groupes ne font pas partie de la Fédération jurassienne, mais ils n'en vivent pas moins avec elle en bonne harmonie, et leurs principes sont tout aussi « anti-autoritaires » que les nôtres, comme l'ont prouvé les discussions du Congrès de Berne.

Il est regrettable qu'au lieu de présenter les choses telles qu'elles sont, le correspondant de l'organe central des socialistes allemands, induit en erreur par des renseignements provenant sans doute de personnes malveillantes à notre égard, ait donné à ses lecteurs une idée fautive de l'organisation des socialistes dans la Suisse française.

Notre seconde observation a trait au récent Congrès des internationaux italiens à Florence.

« Le jour du Congrès, dit le correspondant du *Vorwärts*, le local où il devait avoir lieu fut occupé par la police. Là-dessus, le Congrès fut ouvert dans un champ près de Florence, et la police en ayant été prévenue, il fut terminé dans une forêt sur les montagnes. »

Quand on présente les choses de cette façon, il est facile de gratifier le Congrès de Florence, comme le fait le correspondant du *Vorwärts* de l'épithète de « Congrès tragi-comique ».

Il n'était pourtant pas difficile de connaître les événements tels qu'ils se sont réellement passés : ils ont été racontés dans une correspondance d'Italie publiée par le *Bulletin*, et le numéro qui la contenait a été distribué à tous les socialistes présents au Congrès de Berne le dimanche 29 octobre ; en outre Malatesta les a fait connaître en détail dans un rapport oral. Bien loin de se réunir dans un champ près de Florence, ce qui eût été parfaitement ridicule, les délégués de la Fédération italienne sont allés à pied, par une pluie battante, au village de Vallombroso, à huit lieues de Florence, dans les Apennins ; ils ont tenu là le Congrès dans une auberge. Mais ayant reçu l'avis qu'une dizaine de délégués, qui devaient rejoindre leurs camarades, avaient été arrêtés en route, et que la police se dirigeait sur Vallombroso, le Congrès se transporta à une lieue de là, dans une forêt, où il termina ses délibérations.

Si des faits du même genre se fussent passés en Allemagne, le correspondant ne les eût probablement pas racontés sur le ton du persiflage.

L'article qui précède est composé depuis quinze jours, mais n'a pu paraître plus tôt, faute de place.

Dès lors, nous avons encore lu dans le *Vorwärts* une correspondance de Suisse, qui traite également du Congrès de Berne, et qui contient des insinuations que nous voulons mettre sous les yeux de nos lecteurs, pour qu'ils jugent de la bonne foi de ceux qui écrivent des correspondances pareilles et de ceux qui les acceptent.

Le correspondant (qui est évidemment Greulich) analyse le rapport de De Paepe sur la Belgique. Ce rapport (voir au compte-rendu du Congrès le texte officiel rédigé par De Paepe lui-même) a parlé entr'autres de la situation des sections de langue française en Belgique, et l'a représentée comme moins florissante qu'autrefois. Eh bien, voici comment s'exprime le correspondant : « De Paepe constate dans son rapport la décadence des sections de langue française de l'Internationale anti-autoritaire. »

De cette façon, le lecteur allemand qui n'est pas au fait de l'état réel des choses, croira, sur la parole du correspondant, que ce n'est pas de la Belgique que De Paepe a parlé, mais de l'Internationale anti-autoritaire en général.

Plus loin, le correspondant résume le rapport de Vahlteich comme suit :

« Il a défendu d'une manière remarquable le point de vue du socialisme allemand, dont il a donné une histoire complète, et a repoussé victorieusement toutes les attaques dont ce socialisme est l'objet de la part de

la fraction anti-autoritaire et du ministère prussien. »

Voilà les aimables rapprochements devant lesquels ne reculent pas, pour faire du mal à des socialistes qui pensent autrement qu'eux, le *Vorwärts* et son correspondant. Il paraît que ces procédés de polémique sont regardés en Allemagne comme légitimes. Pour nous, nous sommes fiers de penser qu'on ne trouvera jamais dans les journaux de notre fraction de semblables infamies.

Nous apprenons, par la *Tagwacht* du 29 novembre, que la section dite du Ceresio (ou de Lugano) prétend, dans une lettre ouverte adressée à De Paepe, que son délégué Ferrari n'aurait pas été admis au Congrès de Berne.

C'est là un simple mensonge.

Si, avant de protester, la section du Ceresio avait attendu la publication complète du compte-rendu du Congrès de Berne (qui a paru quelques jours avant celui où la *Tagwacht* a imprimé ce qui précède) elle aurait pu lire à la page 112 la note qui la concerne. — La section du Ceresio, de même que celle de Porrentruy, avait été involontairement omise dans la liste publiée à la première feuille du compte-rendu — omission qui provient uniquement de la hâte extrême avec laquelle les secrétaires ont dû rédiger leur procès-verbal pour l'envoyer à l'imprimerie.

Il paraît que la section du Ceresio proteste aussi contre « l'attribution arbitraire à la Fédération italienne de cinq sections de langue italienne qui n'en font pas partie. » Nous laissons à la Fédération italienne le soin de répondre à cette assertion.

## Nouvelles de l'Extérieur.

### Belgique.

On nous écrit de Verviers :

« Nos mineurs du bassin de Liège, qui pendant bien longtemps étaient restés indifférents au mouvement socialiste, semblent disposés cette fois à y entrer. Ils ont tenu deux meetings qui ont été couronnés de succès ; et le 3 décembre, les socialistes de Verviers tiendront à Seraing une réunion qui, on l'espère, produira aussi de bons résultats.

« La propagande en faveur de la suppression du travail des enfants continue ; le bassin de la Vesdre s'est tout de même décidé à agiter la question, sur la demande des compagnons d'Anvers, dans un meeting qui sera tenu dimanche 26 novembre au local de l'Internationale. Nous ne doutons pas qu'il y aura discussion entre les signataires de la brochure dont nous avons parlé dans le dernier numéro du *Bulletin*, et les compagnons flamands.

» Il vient de se constituer à Verviers un cercle ayant pour but de discuter les questions sociales ; il s'appellera l'*Étincelle, cercle d'économie sociale*. Sous peu, vous recevrez ses statuts. »

(La correspondance ci-dessus devait paraître dans le précédent numéro.)

M. Beauchery nous a envoyé de Bruxelles une nouvelle lettre de justification. Nous ne la publions pas, ne voulant pas éterniser une polémique sans intérêt pour nos lecteurs.

### Italie.

Il s'est tenu à Naples un meeting socialiste auquel ont assisté un grand nombre d'ouvriers et d'étudiants. La police n'a pas manqué de faire tous ses efforts pour faire avorter le projet, mais inutilement. Plusieurs orateurs ont développé les principes de l'Internationale; et le meeting a voté son adhésion à la Fédération napolitaine de l'Internationale.

Nous voyons dans les journaux de Bologne qu'Andrea Costa, condamné par le préteur d'Imola à un mois de prison et six mois de surveillance pour infraction à l'admonition, avait appelé de cet arrêt. Le tribunal correctionnel de Bologne a eu à se prononcer sur cet appel, et le 22 novembre il a cassé la sentence du préteur d'Imola et prononcé l'acquiescement de Costa.

L'accusé a pris la parole devant le tribunal, et le nombreux public a accueilli son discours par de tels applaudissements, que le président a menacé de faire évacuer la salle. A sa sortie, Costa a reçu de la foule une ovation enthousiaste.

« C'est ainsi, ajoute l'un des journaux bourgeois qui racontent ce procès, que le zèle intempestif des autorités politiques a valu au jeune apôtre des idées de l'Internationale une seconde apothéose. »

Le *Martello* se publie maintenant à Jesi. Son numéro 12 contient sous le titre de *Poco a poco* (Peu à peu, lentement) un excellent article que nous traduirons prochainement.

Ces derniers jours a eu lieu à Florence le Congrès des sociétés ouvrières de la Toscane, qui a adhéré au programme de l'Internationale. Trente-et-une sociétés ouvrières y étaient représentées par 50 délégués.

### Allemagne.

Sur le domaine de Zazonskowa près de Neumark (province de Prusse), un certain nombre de paysans, irrités des procédés de l'inspecteur, le menacèrent; il en résulta une bagarre où l'inspecteur reçut un coup de bâton. Aussitôt le propriétaire et son beau-frère accoururent au secours de l'inspecteur; le beau-frère tira un coup de feu sur les paysans, et en tua un. Cet acte ne fit naturellement qu'accroître la fureur de ces derniers; et les seigneurs s'étant réfugiés dans leur maison, les paysans les y assiégèrent. Plusieurs coups de feu furent encore tirés de la maison sur les paysans désarmés, et l'émeute se termina par l'arrestation de deux paysans désignés comme meneurs.

Ce fait prouve que le tempérament révolutionnaire n'est pas propre seulement aux têtes brûlées d'Espagne et d'Italie, et que malgré le programme légal et la tactique parlementaire prônés dans d'autres pays, on le trouve partout où il y a des exploités qui ont intérêt à un changement immédiat de l'ordre de choses actuel.

### Espagne.

On nous écrit d'Espagne :  
Les réfugiés de la Commune à Barcelone, et le parti révolutionnaire socialiste, viennent d'éprouver une sensible perte, dans la personne du compagnon Onkelinx, ouvrier tailleur, qui, dégoûté des misères qui, dans la société actuelle, sont l'apanage du travailleur, a mis un terme à ses souffrances en se donnant la mort d'un coup de pistolet dans la bouche.

Belge de naissance, mais haïssant l'étroit préjugé du patriotisme, Onkelinx, qui était international et ne reconnaissait d'autre patrie que l'humanité, avait abandonné son pays plutôt que de s'y soumettre à l'esclavage du service militaire. Mais si les haines nationales n'avaient point d'accès dans son cœur, et s'il détestait la livrée du soldat, ce n'en était pas moins un brave et courageux citoyen toujours prêt à défendre sur la brèche et les armes à la main ses fortes et inébranlables convictions révolutionnaires. A Marseille, où il s'était fixé, impliqué vers la fin de l'empire dans une tentative de soulèvement qui échoua, il fut traîné des cachots du fort St-Jean à ceux du fort St-Nicolas. Plus tard, lorsque dans la journée du 31 octobre 1870 le peuple marseillais se souleva contre les pharisiens qui du haut du pouvoir conduisaient la Liberté et la République à leur perte, Onkelinx, toujours des plus empressés à servir avec zèle la cause de la révolution, recevait une balle en pleine poitrine dans le guet-apens qu'un bataillon aristocratique de la garde nationale avait préparé aux allées de Meilhan. Au mouvement communaliste qui éclata le 23 mars 1871, il prit une part très active, de retour de l'armée des Vosges où il avait accouru dès qu'il commença à être rétabli de sa blessure.

Chargé de la garde des otages durant l'insurrection, il abandonna l'un des derniers la préfecture au 4 avril, après quoi il se réfugia en Espagne, où pendant la période révolutionnaire il combattit contre les carlistes. Son activité, son courage et sa constance laissent parmi nous un vide et un exemple. Son enterrement civil a eu lieu avec le concours de tous les réfugiés politiques de Barcelone, dont les regrets témoignent que si leur ami a mis un terme à ses peines, ils éprouvent, par sa fatale résolution, la plus vive douleur.

### Fédération jurassienne

Il vient de se constituer à Genève une section de propagande de langue allemande, qui a annoncé au Comité fédéral jurassien, par lettre du 29 novembre, son adhésion à la Fédération jurassienne et lui a communiqué son règlement.

Nous saluons avec plaisir ce nouveau groupe d'amis ralliés au drapeau du socialisme révolutionnaire.

### Dons reçus par la caisse du Bulletin.

<i>2<sup>e</sup> Liste, du 15 au 30 novembre.</i>	
D'une section de la frontière française,	fr. 10
De P. R., Londres,	12,50
<hr/>	
A reporter	fr. 22,50

Report	fr. 22,50
De quelques Russes de Zurich,	50
De L. P., Chaux-de-Fonds,	5
De A. N., Chaux-de-Fonds,	2
Du Dr Reber, St-Imier,	3
De quatre socialistes, Neuchâtel (pour octobre),	11
	<hr/>
	93,50
Montant de la 1 <sup>re</sup> liste	315,10
	<hr/>
Total, fr.	408,60

### Section internationale de Neuchâtel.

Assemblée générale lundi 3 décembre, à 8 heures du soir, au local.

#### Ordre du jour :

Circulaire du Comité fédéral. — Organisation des conférences d'hiver. — Propositions diverses.

Réunion publique lundi 4 courant, à 8 h. du soir, au café du *Lion d'or*, à St-Imier.

#### Ordre du jour :

L'organisation de l'Internationale.

*Le Cercle d'études sociales de St-Imier.*

Les membres du *Schweizerischer-Arbeiterbund* ont été appelés dernièrement à voter sur le choix d'un rédacteur pour la *Tagwacht*. Un parti voulait le maintien du rédacteur actuel, Greulich; d'autres, mécontents de la direction donnée à la *Tagwacht*, désiraient remplacer Greulich par un autre rédacteur, et avaient proposé J.-H. Staub, de Glaris.

A la votation, Greulich a obtenu 1,401 voix, et Staub 416.

Comme on le voit par ce résultat, il y a dans l'*Arbeiterbund* une minorité considérable qui n'approuve pas l'attitude actuelle de la *Tagwacht*.

Nous recevons la communication suivante :

La commission d'organisation du Congrès de Berne à la rédaction du *Bulletin*.

#### Compagnons,

La commission chargée par les trois sections de langue italienne, française et allemande de Berne, d'organiser le 8<sup>e</sup> Congrès général de l'Association Internationale des Travailleurs, n'a pas cru devoir se séparer et terminer sa tâche sans porter à la connaissance de ses mandants, ainsi que du public, différents faits qui ont particulièrement appelé son attention pendant l'exécution de son mandat.

La commission, tout en protestant, se contente d'exposer les faits, laissant à chacun de vos lecteurs le soin de juger comme elle le mérite la liberté qui fleurit dans la République suisse.

Lorsque les trois sections internationales nous eurent honorés du mandat d'organiser le Congrès de 1876, nous nous mîmes tout d'abord à la recherche d'un local. Partout où nous allâmes, on nous répondit négativement. En vain frappâmes-nous à toutes les portes, partout la même et invariable réponse était prête et nous arrêtait, dès que nous prononcions le mot d'*Internationale*.

Mais pourquoi ce refus systématique? La réponse est bien simple : Les établissements publics appartiennent à des bourgeois, qui, à ce titre, n'ont pas beaucoup de sympathie pour les *travailleurs réellement organisés*; mais ce n'est pas là le véritable motif, car si l'exploiteur n'aime pas l'exploité, si même le bourgeois fainéant hait l'ouvrier laborieux et met avec plaisir des entraves aux efforts qu'il fait pour s'émanciper, d'un autre côté, l'attrait du lucre est bien puissant chez lui, et de l'or bien luisant, même venant de l'Internationale, lui paraît toujours bon... à prendre. Aussi bien faut-il chercher ailleurs pour trouver la réponse à notre question.

Les établissements publics sont sous les ordres directs et indirects de l'administration municipale de Berne, qui peut, suivant son bon plaisir, donner ou refuser des permissions de danse, hâter l'heure de fermeture des établissements, et dresser sévèrement des procès-verbaux pour toute contravention réelle ou même quelquefois inventée pour les besoins de la cause. C'est donc à un ukase officieux de nos hauts et puissants seigneurs de Berne que nous devons ce refus systématique.

Enfin nous trouvâmes un local au Schwellen-Mätteli, et après de longs pourparlers, un contrat en bonne et due forme fut signé, nous laissant locataires de la salle du 25 au 30 octobre.

Le mardi 24 octobre, lorsque nous nous rendîmes au local pour commencer la décoration de la salle, on nous dit que par ordre de la ville agissant comme créancière, notre loueur devait nous refuser la prise de possession du local. Force nous fut de nous en aller, remportant avec nous guirlandes, écussons et drapeaux.

Que faire à la veille du Congrès? où trouver maintenant une salle? Un des nôtres se souvint d'un établissement que nous avions oublié de visiter. Nous nous y rendons, nous faisons notre demande. Le propriétaire (un homme bien respectable!) nous dit qu'il était libéral, qu'il avait combattu en 1856 lors de la révolution de Neuchâtel, et qu'il ne demandait pas mieux que d'accorder une salle à l'Internationale, pourvu toutefois que l'on n'arbore pas le drapeau rouge, que l'on ne parle pas de la Commune, ni du communisme, ni.... etc. Bref, cet ami de la liberté, interrogé sur ce qu'il demanderait pour sa salle dans le cas où le Congrès voudrait se soumettre à toutes ces conditions, nous demanda *libéralement*, pour quatre jours, la modique somme de quatre cents francs!! Incroyable, n'est-ce pas?

Heureusement qu'une des clauses du contrat signé au Schwellen-Mätteli portait qu'en cas de dédit, une somme de deux cents francs nous serait payée; et grâce à cette clause et à l'attitude énergique que les délégués gardèrent dans cette affaire, nous obtînmes enfin, après deux jours de pourparlers, la salle que nous avions payée d'avance.

Pendant ce temps, on placardait les premières affiches annonçant le Congrès. A peine l'afficheur avait-il posé sa première affiche, qu'un gendarme s'approche de lui et bientôt commence entre les deux le dialogue suivant :

- Qu'est-ce que vous faites là?
- Vous le voyez, je colle des affiches.
- Qu'est-ce que c'est que ces affiches?

- Lisez-les et vous le saurez.
- Vos affiches ne sont pas timbrées?
- Elles n'ont pas besoin de l'être.
- Qu'en savez-vous?
- Je sais que les affiches non commerciales, annonçant des réunions non payantes, n'ont pas besoin de timbre.

— C'est bien, remettez-moi une affiche. Et le gendarme se retire après avoir pris une affiche.

L'afficheur va plus loin continuer sa besogne; mais il est bientôt interrompu par un autre gendarme, et de nouveau une conversation s'engage entre eux.

- Qu'affichez-vous là?
- On me l'a déjà demandé; lisez et vous le saurez.

- Votre affiche n'est pas timbrée?
- Elle n'a pas besoin de l'être.
- Cela n'est pas; vous allez me suivre.
- Je suis payé pour coller des affiches et non pas pour vous suivre.

Mais le gendarme menaçant, notre pauvre afficheur dut le suivre — la société était encore une fois sauvée!

Arrivés au bureau de police, les mêmes questions suivies des mêmes réponses se reproduisent, et le malheureux colleur d'affiches put enfin s'en aller, non sans avoir été obligé de laisser — comme les moutons laissent leur laine aux buissons des chemins — une autre affiche dans les mains crochues de dame police.

Enfin le Congrès ouvre ses séances. Les délégués, à l'exception d'un seul, votent qu'un drapeau rouge sera arboré au siège du Congrès.

Le premier jour tout alla bien; le drapeau rouge, sous les plis duquel s'abrite le prolétariat de tous les pays, le drapeau rouge qui, pour la masse opprimée, écrasée, misérable, est le symbole de la liberté, du droit et du bonheur, le drapeau rouge flottait à Berne.

Le vendredi matin on vint annoncer au Congrès que si le drapeau rouge n'était pas enlevé sur le champ, la municipalité ferait immédiatement fermer l'établissement. Le bureau du Congrès déclara qu'il lui fallait une pièce écrite, et le vendredi soir il reçut copie, par l'entremise de M. Hügli, d'une lettre officielle de M. Lindt, président de la commission des finances de la ville, enjoignant à M. Hügli, au nom de la municipalité propriétaire de l'immeuble du Schwellen-Mätteli, de faire enlever le drapeau rouge. M. Hügli, dans une lettre spéciale adressée au Congrès, ajoutait qu'en exécution de cette injonction il ferait immédiatement fermer l'établissement si le drapeau rouge était encore arboré le lendemain.

Le dimanche 29 octobre un nouvel acte devait signaler la tenue du Congrès. Trois meetings en trois langues différentes avaient lieu au local habituel. Outre le public qui avait répondu à l'appel qui lui avait été fait, on put constater une touchante preuve de délicate attention de la municipalité réactionnaire d'une part et du gouvernement radical de l'autre, se traduisant par la présence de nombreux agents de police, doublés par une forte colonne de gendarmes, qui gardaient et la route, et le jardin et les salles de réunions.

Puissent-ils ce qu'ils ont entendu les faire réfléchir au triste rôle que la société actuelle leur fait jouer! Puissent-ils ce qu'ils ont entendu les faire aspirer, eux aussi, à deve-

nir des travailleurs utiles à leurs semblables et à eux-mêmes.

Mais c'est égal, comment doit-on qualifier de semblables provocations?

Salut et solidarité.

La commission d'organisation.

## LE CALENDRIER.

49<sup>e</sup> SEMAINE

3—9 décembre.

**3 D.** — Premier dimanche d'Avent. — 1688. Révolution pacifique en Angleterre. Le roi Jacques II, déposé par les Chambres, est remplacé par Guillaume d'Orange, Stathouder de Hollande.

1831. Dès le 29 novembre, 36,000 soldats sous le général Roguet étaient massés à Trévoux. Ils reprennent possession de Lyon avec le duc d'Orléans.

**4 L.** — 1642. Mort de Richelieu, né en 1585. Premier ministre de Louis XIII et véritable roi de France, il achève d'annuler la puissance de la féodalité nobiliaire.

**5 Ma.** — 1530. Mort de Machiavel, né en 1469. Dans son livre du Prince, il établit la théorie de la tyrannie, y compris... les moyens de la détruire.

**6 Me.**

**7 J.** — 1871. Le député Ordinaire appelle la Commission des grâces, « une commission d'assassins. » Ce bon mot lui vaut la censure et de la popularité, mais n'a d'autre résultat que d'être un événement pour la colère publique.

**8 V.**

**9 S.** — 1854. Proclamation à Rome du dogme de l'immaculée conception de la Vierge. Adorable non-sens comme les autres dogmes, il constitue une preuve contemporaine que la religion dite *immuable* est le produit variable d'un grand nombre de stupidités successives.

*Phénomènes de la nature.*

8 V. 2 h. 40 m. D. Q.

Pour paraître le 15 décembre 1876

## LA COMMUNE

**Almanach socialiste pour 1877.**

SOMMAIRE : L'avenir de nos enfants, par *Elisée Reclus*. — Paris sous la Commune, par *Arthur Arnould*. — La liberté, par *Paul Brousse*. — Stenko Razine, par *Oelsnitz*. — De la justice en France, par *Elie Reclus*. — Aux travailleurs des communes de France, par *C.-F. Gambon*. — De l'antagonisme des classes, par *Adhémar Schwitzguébel*. — Les délégations ouvrières aux expositions internationales, par *Adolphe Clémence*. — Le parti socialiste en Russie, par *Z. Ralli*. — Etudes de socialisme rationnel, par *un ouvrier parisien*.

PRIX : 1 franc.

Pour les groupes ouvriers : 60 centimes. Adresser les demandes à l'imprimerie du *Rabotnik*, 26, Chemin de Montchoisy, à Genève.

Les journaux socialistes sont invités à reproduire le présent avis